

**Syrie - Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 28 février 2018)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à remercier Mark Lowcock et Jeffrey Feltman pour leurs présentations très claires.

Je voudrais concentrer mon propos sur ce qui est notre feuille de route commune aujourd'hui, à savoir la pleine mise en oeuvre de la résolution 2401 que nous avons adoptée à l'unanimité samedi dernier.

Dans ce cadre, au nom de la France, je voudrais exprimer trois principaux messages aujourd'hui.

1/ Mon premier message, c'est qu'il ne faut pas se payer de mots : la situation sur le terrain reste dramatique et ne s'est pas améliorée au cours des derniers jours.

Depuis l'adoption de la résolution 2401, l'offensive sur la Ghouta orientale se poursuit implacablement. La France condamne avec force ces bombardements indiscriminés qui touchent les zones habitées et les infrastructures civiles.

Dans ce contexte, la situation humanitaire, désastreuse, continue de se dégrader. Aucun convoi des Nations Unies n'a pu rejoindre la Ghouta orientale ni aucune des zones assiégées, aucune évacuation médicale d'urgence n'a pu être effectuée, aucun siège n'a été levé. Voilà quelle est la réalité. Le régime syrien maintient son étau sur les populations civiles et poursuit méthodiquement sa politique de destruction. Plus de 400.000 personnes restent ainsi assiégées dans la Ghouta orientale, dont 130.000 enfants. La demande envoyée par les Nations unies pour autoriser un convoi prioritaire sur Douma, la principale ville de Ghouta orientale, n'a reçu aucune réponse à ce jour de la part des autorités syriennes.

2/ La résolution adoptée par ce Conseil le 24 février, c'est mon deuxième message, formule pourtant des exigences très précises aux parties : la cessation des hostilités sans délai afin d'établir une trêve humanitaire durable pour une durée d'au moins 30 jours, afin de permettre à la fois l'acheminement de l'aide humanitaire et l'évacuation des blessés et des malades.

Permettez-moi d'insister sur ce point : ces demandes sont claires et ne sauraient être déformées ou réinterprétées. Contrairement à ce que certains voudraient nous faire croire, les exigences

portées par cette résolution sont tout à fait claires. Notre responsabilité est aujourd'hui de mettre en oeuvre, dans leur intégralité, les dispositions que nous avons adoptées à l'unanimité. Si nous ne le faisons pas, Monsieur le Président, quelle crédibilité accorder à nos engagements ? Quelle crédibilité accorder aux résolutions du Conseil de sécurité ? Les Nations unies et leurs partenaires nous disent qu'ils sont prêts à acheminer de l'aide aux populations de la Ghouta orientale et des autres localités prioritaires. Il n'y a donc pas une minute à perdre, car chaque minute peut faire basculer des vies.

3/ Au terme de négociations difficiles, ce Conseil est parvenu à s'unir face à la gravité de la situation humanitaire et à l'escalade qu'a connu le conflit syrien au cours des derniers mois. Nous devons maintenant travailler ensemble, dans le même esprit d'unité, à la mise en oeuvre effective sur le terrain de la résolution que nous avons adoptée à l'unanimité. C'est mon troisième message.

Suite à l'entretien que le ministre français des Affaires étrangères Jean-Yves Le Drian a eu hier à Moscou avec son homologue russe Sergueï Lavrov, la France met sur la table quatre propositions concrètes pour avancer, et avancer sans délai :

- La première est d'obtenir de l'ensemble des parties qu'elles mettent en oeuvre la cessation des hostilités exigée par la résolution 2401 - et la traduction en français de "demand" est bien "exiger". Je relève que les trois principaux groupes d'opposition présents dans la Ghouta orientale, ainsi que Nasser Al-Hariri, président du Comité de négociations syrien, ont écrit au Secrétaire général et au Président du Conseil pour leur signifier qu'ils respecteraient la trêve. Comme l'a souligné Jeffrey Feltman, les groupes se sont aussi engagés à transférer les mouvements terroristes hors de la Ghouta. Il est donc urgent que le régime de Damas exprime également sans ambiguïté son engagement à respecter la résolution de ce Conseil, dans des termes tout aussi clairs et formalisés par écrit.

Nous avons pris note de la proposition russe de proposer une trêve humanitaire de 5 heures par jour. C'est un premier pas mais cela reste insuffisant et il faut aller plus loin. La résolution 2401 exige des parties une cessation des hostilités pendant au moins 30 jours consécutifs : le respect de cette exigence n'est pas négociable ; et cet objectif ne relève pas de la déclaration symbolique ou de l'affichage politique - il s'agit là du minimum requis pour permettre aux personnels humanitaires de faire leur travail. Ces derniers sont disposés à prendre des risques au quotidien sur le terrain, mais encore faut-il que les parties leur permettent d'agir. Puisque les groupes d'opposition, encore une fois, s'y sont engagés formellement, le régime doit le faire aussi sans délai et ses soutiens, à commencer par la Russie, doivent exercer toutes les pressions nécessaires pour cela.

Monsieur, le Président,

- Notre deuxième proposition en forme d'exigence est l'impératif d'ouvrir immédiatement les check-points pertinents qui sont clairement identifiés, à commencer par celui de Wafidine, pour permettre l'accès des convois prioritaires des Nations Unies. Nous demandons donc aux autorités syriennes de transmettre sans délai les lettres de facilitation nécessaires au déploiement des convois humanitaires.

- Troisième point : il est urgent de permettre les évacuations médicales dans les cas les plus critiques, en donnant la priorité aux enfants. Le Croissant rouge Syrien nous indique que 1 065 personnes ont besoin d'une évacuation d'urgence. Là aussi, il n'y a pas une minute à perdre.

- Enfin, Monsieur le Président, la France estime indispensable la création d'un mécanisme de surveillance pour assurer le suivi de la mise en oeuvre de la résolution 2401, et pour s'assurer de son respect par les parties. Nous y travaillons à l'heure qu'il est.

Telles sont, Monsieur le Président, les propositions concrètes de la France pour répondre à l'urgence absolue de mettre un terme aux bombardements et de protéger les civils - urgence qui, au-delà même de la résolution 2401, relève du respect du droit international humanitaire. Il est crucial en parallèle d'intensifier nos efforts vers un règlement politique, dans le cadre du processus de Genève et de la résolution 2254 : c'est la seule issue possible à ce conflit et la seule façon d'en prévenir l'élargissement qui menace. La France ne déviara pas de cette ligne.

Monsieur le Président,

C'est la crédibilité collective du Conseil de sécurité et la responsabilité de chacun de ses membres qui sont aujourd'hui lourdement engagés face au drame syrien.

Je vous remercie./.